Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1976)
Heft: 357

Artikel: Le "Nouvelliste" à nu
Autor: [s.n.]
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1023651

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 05.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Le «Nouvelliste» à nu

Les lecteurs valaisans du « Nouvelliste et Feuille d'Avis du Valais » savent maintenant à quoi s'en tenir : l'échange de correspondance (publié « in extenso », deux pages et plus du journal, dans le NFAV du 5 avril, avis aux amateurs !) entre l'abbé Jean Anzévui, collaborateur démissionnaire, et M. André Luisier, rédacteur en chef et propriétaire, aura enfin, de l'intérieur, levé les derniers doutes sur la manipulation rédactionnelle en honneur au sein du seul quotidien valaisan romand.

En filigrane de ces « révélations », qui auront certainement été d'un excellent rapport sur le plan commercial, l'évolution d'un journal qui, bon gré mal gré, pèse lourdement sur la vie cantonale qu'il relate jusque dans ses moindres détails.

Et là, le diagnostic porté par le socialiste valaisan Lucien Rosset qui, depuis des années, analyse et critique le NFAV, semble spécialement de circonstance. Les lignes que nous citons ont été écrites pour « Le Peuple valaisan » du 16 janvier dernier, mais elles « collent » particulièrement bien avec l'épisode rocambolesque actuel :

« Le NFAV se définit comme un « journal indépendant, d'inspiration chrétienne et anti-marxiste ». Cette définition n'abuse personne. Porte-parole de l'extrême-droite politique, le NFAV fait bon ménage avec la droite des affaires grâce à laquelle il prolifère. (...) Le journal combat vigoureusement non seulement les socialistes, mais également les chrétiens-sociaux. Systématiquement, il soutient le parti de l'argent et des affaires contre celui du peuple, le parti de l'ordre contre celui du mouvement. Ce qui doit faire réfléchir, ce n'est pas tant l'idéologie fascisante que véhicule ce journal, c'est la servilité de l'« establishment » et des notables de ce canton qui craignent pour leurs intérêts et leur carrière, se taisent et cautionnent une attitude politique, des méthodes journalistiques qu'au fond d'eux-mêmes ils condamnent. »

« L'explosion du « Nouvelliste » n'a été rendue possible que par la démission morale du Parti démocrate-chrétien et la complicité active des milieux économiques. L'intelligence politique et le sens pratique d'André Luisier a consisté à renoncer à l'anticapitalisme dogmatique de feu le « Nouvelliste valaisan », pour bénéficier de l'appui de ces milieux. En vérité, le côté « croisade spirituelle et morale » de ce journal ne vise qu'à rassurer les vieux abonnés au journal de Charles Saint-Maurice, et à conserver leur soutien. L'emballage ne recouvre plus la même marchandise, mais il permet de donner le change. »

L'autre Gothard

Dernier coup de pioche dans la galerie de sécurité qui doublera le tunnel routier du Gothard. Allocutions d'usage ; les journaux et la radio sont là ; des bouteilles et des embrassades. Une étape dans un travail gigantesque qui aura déjà coûté douze morts, onze ans et plus de 560 millions de francs. Une date à célébrer comme il se doit. Une date qui remet aussi en mémoire — mais là, rares ont été les journaux à le noter ! — la grève qui éclatait, dans ce même tunnel du Saint-Gothard, il y a un peu plus de cent ans parmi les quelque 2000 ouvriers du tunnel (ferroviaire alors), la plupart Italiens (déjà !)[1].

Le mardi 27 juillet 1865, vers six heures du soir, les ouvriers de Gœschenen refusent de retourner au fond du tunnel jusqu'à ce que la fumée consécutive à quelques coups de mine se soit dissipée ; sur le refus de l'inspecteur de service, ils abandonnent le tunnel et en interdisent l'entrée. Après une nuit calme, la troupe (l'entrepreneur avait entre-temps réclamé l'intervention armée du gouvernement d'Uri), arrivée sur place dans l'après-midi, après les sommations usuelles, charge à la baïonnette, puis ouvre le feu. Bilan : quatre morts et une dizaine de blessés. La « Gazette de Lausanne » note qu'après cet affrontement, le calme se rétablit...

Pour mémoire, les revendications des ouvriers (selon la « Tagwacht ») :

« Les ouvriers du tunnel du Gothard recevaient un salaire moyen de Fr. 3.50 à Fr. 4.— par jour. L'entrepreneur, au lieu de les payer avec de l'argent, les payait avec des bons. Les aubergistes et marchands de Gœschenen refusaient, pour la plupart, d'accepter ces bons ; et pour pouvoir acheter des vivres et autres objets de consommation, les ouvriers se voyaient obligés d'aller au magasin établi par l'entrepreneur lui-même, où les bons étaient reçus, mais où l'on vendait les marchandises plus cher qu'ailleurs.

» Il y avait longtemps que les ouvriers se plaignaient de la mauvaise ventilation dans le tunnel : ils avaient réclamé et on leur avait fait des promesses, mais les promesses n'avaient pas été tenues. Vu l'avancement des travaux, il fallait aux ouvriers trois quarts d'heure de marche dans le tunnel pour arriver à l'endroit du travail, ce qui augmentait d'une heure et demie (aller et retour) la durée de la journée. »

Les demandes des ouvriers, au moment de la grève, étaient au nombre de trois ; ils voulaient : 1. que leur salaire fût augmenté de 50 centimes par jour ; 2. que la paie eût lieu tous les quinze jours et fût faite en argent et non en bons ; 3. que la ventilation fût améliorée.

[1] Voir, pour plus de détails, l'indispensable ouvrage du Groupe de travail pour l'histoire du mouvement ouvrier, « Le Mouvement ouvrier suisse » (Documents de 1800 à nos jours). Editions Adversaires, Genève, 1975.

Nein-Sager

Henri Stranner a fait le portrait de M. Debétaz dans la « National Zeitung » (100). « Debétaz est en passe de devenir un « Nein-Sager » comme Schwarzenbach, Eibel, Otto Fischer. Mais pour d'autres raisons. » Parlant du fédéralisme, mentionnant la « Ligue vaudoise », Henri Stranner estime qu'il faut prendre au sérieux le « facteur Debétaz » en politique fédérale et ceci en prévision du vote fédéral du 13 juin.